

# Jean Baudouin et la science politique

## Trajectoire d'une hétérodoxie

*Philippe PORTIER*

Jean Baudouin a donné à la science politique une œuvre ample, inventive, puissante<sup>1</sup>. Elle se constitue à partir du début des années 1980. En son sein se dégage un massif d'ouvrages : deux grands manuels qui ne sont d'ailleurs pas seulement des manuels, – l'un de science politique, l'autre de sociologie politique – réédités à maintes reprises, et des livres plus spécialisés comme ceux consacrés à l'exploration de la trajectoire des idées marxistes et des théories démocratiques. Le corpus comporte également de nombreux articles, publiés ici ou là, au hasard des demandes d'amis – comme il se faisait dans l'Université libérale voulue par Humboldt – sans souci de les soumettre aux exigences, souvent formelles, des *peer reviewed journals*.

La science politique s'institutionnalise en France dans les années 1950-1960. Des lieux de recherche se constituent autour des Instituts d'études politiques, des organes de diffusion émergent comme la *Revue Française de Science Politique*, des diplômes « supérieurs » – et bientôt « approfondis » – d'« études politiques » apparaissent, avant que ne soit créée, en 1971, une agrégation spécialement dédiée<sup>2</sup>. La discipline abrite des inimitiés bien sûr. Elles sont plus personnelles qu'intellectuelles. Nulle école ne prétend alors, en son sein, vouloir incarner seule l'excellence scientifique. La pluralité – celle des objets certes, mais celle aussi des méthodes et des paradigmes – est alors sa marque première, dont témoigne par exemple la teneur du *Traité de science politique* publié en 1983 sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca<sup>3</sup>.

Or, à partir des années 1980, le paysage se transforme. La discipline voit apparaître en son sein un courant inspiré par la sociologie de Pierre Bourdieu, qui tend à se constituer en école. Au plan épistémologique, ce courant entend, à la suite de Bachelard et Durkheim, déconstruire les illusions du savoir spontané pour fixer la recherche sur un terrain enfin véritablement scientifique. C'est sur ce fondement que se trouvent mises à la question des notions aussi éprouvées que

1. J'ai voulu présenter ici une lecture distanciée de l'œuvre de Jean Baudouin. Ce texte se nourrit aussi, bien entendu, de l'amitié admirative qui m'attache à lui, dans les travaux, les jours et les rires, depuis plus de trente ans.

2. Sur cette institutionnalisation, BRAUD P., *La Science politique*, Paris, PUF, 1982.

3. GRAWITZ M., LECA J., *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985.

celles de régime politique ou, même, d'État. Au plan paradigmatique, il assoit ses analyses sur l'axiome de domination, élaboré cette fois à partir d'emprunts à Weber<sup>4</sup> et Marx : les relations sociales, et donc politiques, sont d'abord, même dans l'ordre démocratique, des relations de pouvoir, dont la science politique est invitée à décrire les lieux d'émergence, les dispositifs de légitimation, les modalités d'actualisation.

Le travail de Jean Baudouin peut se lire comme une réponse à cette tentative de « normalisation<sup>5</sup> » de la recherche. Contre le dessein de l'école émergente visant à assimiler la science politique à la seule sociologie politique, il oppose le projet de la penser sous la figure de ce qu'il a appelé, à la suite d'Hannah Arendt, la « théorie politique ». Pourquoi parler d'« hétérodoxie<sup>6</sup> » ? En ceci que la théorie politique entend explorer la signification de l'être politique des sociétés à partir de foyers de sens trop souvent méconnus par la pensée « positiviste<sup>7</sup> ». Son propre est de réhabiliter les acteurs (en les dotant d'une autonomie de volition et d'action), les idées dont ils sont porteurs, les régimes au sein desquels ils agissent (en faisant droit notamment à la distinction cardinale des « systèmes ouverts » et des « systèmes clos »). Ce schéma ne s'est pas construit d'un trait : il est issu d'un itinéraire de recherche dont on voudrait reconstituer ici les moments, les objets et les résultats.

### Les étapes d'une formation

Il n'est pas impossible d'éclairer l'œuvre de notre auteur par sa ligne biographique, à condition certes de la saisir sous le régime de l'origine et non sous celui de la causalité<sup>8</sup>. Né en 1944 dans une famille d'honnête aisance, Jean Baudouin passe ses vingt premières années à Angers, où se déroule toute sa scolarité, primaire et secondaire. On le sait facétieux. Ses bulletins scolaires le montrent bon élève aussi, en tout cas au lycée. Alors, déjà, il lit beaucoup, non point seulement des guides d'ornithologie (les oiseaux seront sa passion constante), mais les ouvrages d'histoire également que lui conseille, en l'absence de son père tôt disparu, Charles Frostin dont la thèse sur *Les révoltes blanches à Saint Domingue aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* marquera bientôt l'historiographie de la période moderne. Le baccalauréat obtenu, il s'inscrit à l'université catholique de l'Ouest, au sein de la faculté de droit. Le droit privé ne le passionne guère. Son intérêt le porte bien davantage du côté du droit public, surtout, mais c'est alors assez rare, lorsque les enseignants en éclairent les subtilités par l'histoire et la philosophie. En troisième année, le cours de « libertés publiques », que dispense

4. On fait référence ici à la typologie des dominations.

5. Au sens de KUHN T., *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Le Seuil, 1972.

6. En dehors du fait que l'expression figure dans une dédicace dans laquelle Jean Baudouin me présente l'ouvrage qu'il vient d'écrire comme une « contribution à l'hétérodoxie politologique ».

7. Jean Baudouin emploie souvent cette expression pour qualifier la pensée Bourdieu, qu'il relie d'ailleurs à la sociologie de Durkheim. BAUDOUIN J., *Introduction à la science politique*, Paris, Dalloz, 5<sup>e</sup> édition, Paris, 1998, p. 19-21.

8. ARENDT H., *Le Système totalitaire, Les origines du totalitarisme*, Paris, Le Seuil [1951], 1972.

un professeur venu de Rennes, Georges Dupuis, le transporte. Sa vocation de politiste commence à percer.

En 1966, après la licence qui se fait alors en quatre ans, il rejoint Rennes pour y suivre son troisième cycle. Ce parcours est classique alors : d'ancienne installation (elle a été créée au milieu du XVIII<sup>e</sup>), la faculté de la capitale bretonne, outre qu'elle offre des formations introuvables ailleurs, jouit dans l'Ouest d'une réputation d'excellence, explicable en partie par la présence en son sein d'agrégés de premier rang, dont certains d'ailleurs, on vient de le souligner, enseignent à la Catho d'Angers. Dans les années 1960, adhérant à la ligne qu'avaient dessinée, depuis deux ou trois décennies, de grandes figures comme Georges Burdeau ou Maurice Duverger, les facultés de droit érigent volontiers la science politique en discipline auxiliaire du droit public : il faut atténuer le positivisme technicien de la période antérieure en saisissant la norme juridique dans son contexte culturel et politique d'émergence. En phase avec l'expansion du référentiel de la modernisation, lui-même en lien avec une ouverture à la sociologie américaine<sup>9</sup>, cette ouverture est facilitée par la production de travaux innovants, souvent issus de l'Institut d'études politiques de Paris, comme ceux de Jean Touchard sur les idées politiques, de Georges Lavau sur les partis politiques (dont les thèses discutent celles de Maurice Duverger), de Jean Meynaud sur les groupes d'intérêt, et, à la suite d'André Siegfried, de François Goguel sur les comportements électoraux. Rennes ne reste pas à l'écart du mouvement. L'évolution de la faculté se repère dans l'importance accordée en licence au cours d'histoire des idées politiques, longtemps dispensé par Pierre-Henri Teitgen. On y trouve aussi, outre le diplôme d'études supérieures d'études politiques, un cours de sociologie politique que ses jeunes titulaires – Georges Dupuis, Jacques Georgel, Jacques Moreau – publient chez Cujas dès 1966, après avoir édité une *Politique de Chateaubriand*. La création par Georges Dupuis chez Armand Colin d'une série de la collection U2 consacrée à l'étude des institutions politiques témoigne du même projet d'articuler le droit public et la science politique. Jean Baudouin s'inscrit avec bonheur dans ce paysage intellectuel aux horizons plus ouverts que ceux, encore assez unilatéralement juridiques, de la Catho d'Angers. Sa première année à Rennes est monacale. Logé chez les lazaristes avec ses amis angevins – Jean-Yves Vincent, qui deviendra professeur à l'université de Nantes, et Paul Iogna-Prat notamment –, il partage sa vie entre ses cours et ses livres. Cette vie studieuse lui vaut de réussir brillamment son DES de droit public, avec une spécialisation en droit communautaire et international. S'ensuit l'obtention d'un poste d'assistant. Comme tous les étudiants promis au parcours d'agrégation, il poursuit sa trajectoire, par un deuxième DES, d'études politiques celui-là, qui le conduit à travailler, dans le cadre d'un mémoire, sur le nationalisme de Raymond Cartier. Ses maîtres de la faculté – Georges Dupuis surtout qui lui fait découvrir la théorie kelsénienne du droit – ne lui apportent pas seulement une culture de fond, sur le terrain en particulier de l'histoire des idées et du droit constitutionnel ; ils lui laissent aussi

9. Voir par exemple BOLTANSKI L., *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit, 1982.

une méthode : la réalité juridique ne peut être saisie que dans le croisement des points de vue disciplinaires – philosophiques, historiques, sociologiques ; et une certitude, qui l'éloigne de la théorie du reflet : loin d'être une simple excroissance du social, le droit constitue une puissance configuratrice de la relation politique.

Jean Baudouin se voit confier des travaux dirigés en droit international et en histoire des idées. Au tournant des années 1960-1970, on explore la pensée marxiste évidemment, même à la faculté de droit de Rennes : il en présente toutes les facettes, non sans devoir affronter dans ses cours les discussions critiques d'une génération d'étudiants – Jacques Caillosse, Erik Neveu, Michel Nicolas, Joël Clatin sont de ceux-là – souvent très engagés sur le front du socialisme. Les interprétations du fascisme sont également au programme. Jean Baudouin séduit ses auditeurs. Ils se souviennent aujourd'hui encore de la solidité du fond, de l'élégance de la forme, de l'humour de leur enseignant, de sa générosité aussi. La thèse, quant à elle, avance moins rapidement que son directeur, Georges Dupuis, ne l'aurait souhaité. Son sujet changera d'ailleurs à plusieurs reprises. C'est un effet de Mai 68. La ville de Rennes est alors un foyer d'agitation politique, qu'elle est demeurée du reste<sup>10</sup>. Bien qu'issu d'un milieu catholique attaché à la droite modérée, Jean Baudouin n'échappe pas à la tentation gauchiste. Le mouvement maoïste, agrégé pour une part autour de *l'Humanité Rouge*, pour l'autre autour de *Drapeau Rouge*, est fortement implanté : il est le réceptacle, massivement, de la conversion des militants du Mouvement rural de la Jeunesse chrétienne à l'immanence révolutionnaire. Jean Baudouin lui préfère le trotskysme, non point dans les rangs de l'Organisation Communiste Internationaliste mais dans ceux de la Ligue communiste d'Alain Krivine. Si le choix de Jean Baudouin, qui adoptera l'improbable pseudonyme de Galdós, se porte vers ce mouvement, c'est parce qu'il accorde davantage à la subjectivité : la critique du capitalisme cohabite ici avec une éthique interne de la discussion (qui fait signe vers l'acceptation, bientôt théorisée par Daniel Bensaid, d'une certaine pluralité politique). Cet engagement lourd – on n'est pas encore dans le temps des militances intermittentes – le met en délicatesse avec une partie des professeurs de la faculté. Jean Baudouin ne regrettera jamais cependant d'avoir rejoint la Ligue : il dira fréquemment lui devoir sa connaissance approfondie du marxisme, et son goût pour la prise de parole publique. Il extraira aussi de ce moment de vie, qui rompt avec l'univers mental de son milieu social, une leçon de sociologie : rien n'est jamais écrit de la vie d'un acteur. Il est toujours, dira-t-il en croisant de ce point de vue les analyses de François Dubet dans sa *Sociologie de l'expérience*<sup>11</sup>, une résistance de la liberté que les déterminations sociales ne peuvent jamais totalement abolir.

Beaucoup de jeunes chercheurs ont, dans ces années-là, préféré la militance à la carrière. Ce dévouement à la cause les a conduits souvent à camper, au sein de leurs Universités (quand ils y sont restés), dans des positions définitivement subalternes. Jean Baudouin confie souvent avoir eu la chance d'échapper à ce

10. LE BART C., MERLE P., *La Citoyenneté étudiante, Intégration, participation, mobilisation*, Paris, PUF, 1997.

MONCHABLON A., LEGOIS J. P., MORDRER R., *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Syllepse, 2007.

11. DUBET F., *Sociologie de l'expérience*, Paris, Le Seuil, 1995.

parcours de relégation. Il trouve la force, alors que s'épuise la ferveur révolutionnaire de sa génération, de reprendre son travail de thèse, centré définitivement désormais sur la question des mutations du communisme français. Il s'agit presque de « penser l'événement » : s'ouvre le temps alors, en effet, de l'euro-communisme, porté par Enrico Berlinguer, Santiago Carillo, et, avec bien des réticences, Georges Marchais. La thèse vient à soutenance en 1978<sup>12</sup>. Georges Dupuis, devenu professeur à la Sorbonne, préside le jury, où l'on retrouve aussi Raymond Barillon, qui au *Monde* couvre le dossier. Appuyé sur une analyse des discours du Parti, eux-mêmes éclairés par une série d'entretiens avec ses dirigeants, l'ouvrage décrit une évolution : le « socialisme aux couleurs de la France » est une réalité, et pas seulement un slogan. L'évolution vaut d'abord *ad extra*. Depuis 1920, l'alignement du PCF sur les positions du PCUS avait toujours été total. Ce n'est plus le cas dans les années 1970, comme le montrent la « surprise » et la « réprobation » de son Bureau Politique à l'égard de l'invasion de Prague en 1968 ou, en 1976-1977, l'inquiétude de ses dirigeants devant la répression des contestataires en Union soviétique. La mutation vaut surtout *ad intra*. Maurice Thorez avait en son temps repris la thèse léniniste : il fallait, déclarait-il, utiliser les technologies de la démocratie parlementaire pour mieux la renverser. On n'en est plus là dans les années 1970 : en 1976, selon une logique repérable dès le milieu des années 1960, le Parti abandonne officiellement le concept de « dictature du prolétariat » et reconnaît la validité éthique du constitutionnalisme, sans jamais cependant reprendre à son compte le concept de totalitarisme pour qualifier les régimes soviétisés. L'analyse doctrinale se double d'une sociologie : ce changement procède sans doute de la nécessité de s'adapter à la société française (même l'électorat communiste a évolué) ; il résulte aussi de la stratégie d'alliance avec le Parti socialiste qui exige que son « associé-rival » lui fournisse des garanties démocratiques. De manière plus discrète, annonçant un point d'analyse sur lequel il reviendra quelques années plus tard<sup>13</sup>, Jean Baudouin évoque aussi les vertus intégratrices de la démocratie libérale. L'analyse n'a cependant rien d'angélique : des verrous<sup>14</sup> demeurent, explique l'auteur, liés pour une grande part à la cristallisation d'un centralisme démocratique qui érige les organes dirigeants du Parti en porte-voix de la vérité historique.

La difficulté d'obtenir à la faculté, alors très fermée à cette éventualité, un poste de maître-assistant conduit Jean Baudouin à se présenter, en 1981, au concours – très sélectif – d'agrégation de science politique. Après la leçon sur travaux, qui détermine la sous-admissibilité, il passe l'épreuve d'« histoire des idées et de philosophie politique », sur un sujet donné manifestement par Evelyne Pisier : « La philosophie politique entre la raison et l'expérience ». Sa

12. Sous le titre : *Le PCF ou le socialisme aux couleurs de la France 1968-1978*, thèse pour le doctorat en science politique, université Rennes 1, 1978.

13. « Dynamique démocratique et intégration républicaine », in SADOUD M. (dir.), *La Démocratie en France*, Paris, Gallimard, tome 1, 2000.

14. Comme le montreront en 1979 les déclarations de Georges Marchais sur le bilan « globalement positif » de l'URSS et son soutien à l'invasion de l'Afghanistan.

leçon comporte une thèse : ce grand débat né avec les Lumières, dans la controverse entre un Kant et un Maistre, se prolonge aujourd'hui dans le débat épistémologique entre la théorie individualiste d'un Raymond Boudon et le réalisme génétique d'un Pierre Bourdieu. Sa prestation lui vaut d'être admissible, ce qui l'amènera à présenter, outre une leçon de sociologie sur documents, une leçon d'histoire politique en équipe – la fameuse leçon de 24 heures – sur une question définie par Jean-Marie Mayeur : la crise de Munich. Telle est la grandeur des concours nationaux : ils permettent tout à la fois d'éviter les jeux du localisme et d'objectiver, loin des effets de réputation, les talents réels des candidats. Largement inconnu avant le concours, d'autant qu'à l'époque, la socialisation universitaire des doctorants n'existe pas vraiment, Jean Baudouin impressionne : il est reçu avec deux autres candidats appelés, eux aussi, à une belle carrière, Marc Sadoun, auteur d'une thèse sur les socialistes sous l'Occupation, et Dominique Colas, qui a travaillé sur la philosophie du léninisme. Son classement lui permet de s'installer à Poitiers. Il s'y plaît, mais n'y demeure que deux petites années. Il rejoint bientôt sa faculté d'origine, dont il prendra en charge les formations de science politique et même, un temps, en tant que vice-doyen, les relations internationales.

### Les objets d'une recherche

Au début des années 1980, en raison tout à la fois de la place centrale de Philippe Braud dans la structure décisionnelle de l'établissement et de l'accueil favorable à la discipline d'une grande partie des juristes, la faculté de droit de Rennes abrite un nombre significatif de politistes<sup>15</sup>. Quatre professeurs, tous agrégés, se retrouvent en ses rangs : Philippe Braud, qui réfléchit, à partir de ses études sur les usages et les motifs du vote, à la possibilité d'articuler sociologie et psychanalyse, Philippe Bénétou, auteur d'une thèse sous la direction de Jean Touchard sur « culture et civilisation », qui introduit à Rennes la pensée strausienne<sup>16</sup>, Erik Neveu, qui travaille, dans ses chantiers sur le roman d'espionnage ou la fraude fiscale, à partir de la sociologie de Pierre Bourdieu, et Jean Baudouin. On perçoit déjà des sensibilités différentes, qui ne se cristallisent pas encore, cependant, en oppositions d'école. Ces professeurs se retrouvent du reste dans le même laboratoire, le Centre de recherches administratives et politiques, créé, et dirigé jusqu'à son départ à Paris 1 en 1986, par Philippe Braud.

Jean Baudouin persiste, un temps, dans la sociologie des partis politiques. Il produit, dans les années 1980, des textes sur le PCF, qui le placent avec Jean Ranger et François Platone du côté des spécialistes reconnus de la question. Sa visée est alors de comprendre le déclin. Il s'arrête sur ses raisons internationales : la crise du PCF n'est pas sans relation avec la crise de l'Union soviétique, dont l'expansion territoriale des années 1970 s'est payée de sa décrédibilisation symbo-

15. Au milieu des années 1980, elle devient d'ailleurs, officiellement, faculté de droit et de science politique.

16. Sur ce terrain, Philippe Bénétou organisera des conférences importantes avec la participation d'auteurs de renom comme Pierre Manent ou Harvey Mansfield.

lique. Jean Baudouin fait droit aussi aux raisons culturelles : l'*aggiornamento* du PCF n'a pas été suffisant. Il demeure le lieu de blocages théoriques, plus significatifs que dans d'autres partis d'Europe de l'Ouest, qu'il faut mettre en relation avec le mode de recrutement – très ouvrier, note Jean Baudouin en anticipant sur les travaux de Bernard Pudal<sup>17</sup> – de ses dirigeants. Les facteurs sociaux du déclin sont également pointés. Le discours du PCF centré sur la défense de l'État-producteur n'est plus en phase avec l'éthos « post-matérialiste » de la population française<sup>18</sup>. Au PCF s'ajoute bientôt le RPR. En 1984, dans une livraison de la *Revue française de Science Politique*, Jean Baudouin s'interroge sur le « tournant néo-libéral » du mouvement gaulliste<sup>19</sup> : le Rassemblement pour la République, signale-t-il, est en voie d'abandonner sa philosophie originelle fondée sur la puissance organisatrice de l'État-nation, pour lui substituer, en réévaluant le rapport d'alliance avec les États-Unis et en accordant davantage à l'Union européenne, le schéma d'un monde ouvert aux lois de la liberté économique. Dans cette analyse de l'« adultère » chiraquien, Jean Baudouin ne se place nullement dans la filiation des travaux d'un Moséi Ostrogorski qui avait, au début du xx<sup>e</sup> siècle, approché le parti sous l'espèce d'une « entreprise », dont le propre serait de vouloir maximiser ses gains sur le marché politique. Son schéma d'analyse excède ce stratège : l'adaptation de la production du parti à la logique de situation est filtrée, relève-t-il, par le jeu des débats en son sein, eux-mêmes sous influence des idées circulant dans la sphère internationale<sup>20</sup>. Le modèle est encore peu théorisé. On voit cependant deux traits se dessiner : négativement, adhérant à l'idée de Weber selon laquelle « la matière sociale se dérobe par nature à une explication généralisante<sup>21</sup> », notre auteur récuse toute tentation monocausale pour expliquer les transformations politiques ; positivement, il réévalue la part de l'inventivité intellectuelle dans leur avènement.

La sociologie des organisations partisans est un monde en soi. Jean Baudouin aurait pu, tel le hérisson d'Isaiah Berlin, s'installer sur ce terrain pour le reste de sa carrière. Ce n'est pas la voie qu'il choisit. Très vite, il entend couvrir d'autres champs, l'histoire de la philosophie politique en particulier, qu'il refuse de réduire à une simple sociologie des idées. Son ouvrage *Mort ou déclin du marxisme ?*, publié dans la collection Clefs chez Montchrestien<sup>22</sup>, marque un moment de transition entre la sociologie des partis et l'histoire des théories : il y approfondit

17. PUDAL B., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques 1989. Jean Baudouin en fera la recension dans *Politix*, vol. 3, n° 13, 1991.

18. Voir par exemple, BAUDOIN J., « L'échec communiste de juin 1981 : recul électoral ou crise hégémonique », *Pouvoirs*, n° 20, 1982, ou « Le PCF sous la V<sup>e</sup> République. Généalogie d'un déclin », in CHAGNOLLAUD D. (dir.), *La Vie politique en France*, Paris, Le Seuil, 1993.

19. BAUDOIN J., « Le "moment néo-libéral" du RPR : essai d'interprétation », *Revue Française de Science Politique*, vol. 40, n° 6, 1990.

20. Jean Baudouin insiste sur la réception des expériences reaganienne et thatchérienne.

21. BAUDOIN J., *Introduction à la science politique, op. cit.*, p. 21. Il ajoute : « Le social est infini, la connaissance est nécessairement finie ».

22. BAUDOIN J., *Mort ou déclin du marxisme ?*, Paris, Montchrestien, collection « Clefs », 1991. Placée sous la direction de Dominique Chagnollaud et Yves Mény, la collection Clefs fut un lieu de rencontre pluraliste de la science politique dans la décennie 1990.

dit son analyse de la crise du marxisme partisan tout en soulignant le renouveau du marxisme théorique. Ce renouveau opère le plus souvent par hybridation. Hybridation, d'une part, avec le christianisme : il aborde là la pensée du christianisme de la libération, telle qu'elle s'est développée en Amérique latine. Hybridation, d'autre part, avec le libéralisme, comme il est arrivé chez les rédacteurs de la revue *Actuel Marx* lorsqu'ils se sont ouverts aux principes d'égalité et de différence propres à la théorie rawlsienne de la justice. Cette évolution est l'indice sans doute d'une expansion de la subjectivité démocratique. Jean Baudouin se refuse cependant à la penser sous la catégorie de la fin de l'histoire : il considère qu'il est toujours, même en ce temps d'euphorie, des risques de régression vers les modèles d'incarnation. On n'est pas loin, sur ce dernier point, de l'analyse d'un Karl Popper. Notre auteur avait croisé les textes politiques du philosophe viennois au cours de ses années de thèse, notamment *La Société ouverte et ses ennemis* (1942) et *Misère de l'historicisme* (1956). Il leur avait préféré alors les analyses de Raymond Aron, et plus encore celles d'Annie Kriegel. Son « tournant » philosophique l'amène à les redécouvrir. Dans *La Philosophie politique de Karl Popper* parue en 1994, Jean Baudouin insiste sur trois moments clés. Le moment ontologique, d'abord. Popper, explique-t-il, place au cœur de son système le sujet libre et rationnel, capable de soumettre à la critique les préjugés les mieux établis. On a parfois dit que cette ontologie prolongeait sa théorie de la connaissance scientifique, toute fondée sur le principe de falsifiabilité<sup>23</sup>. Jean Baudouin la voit bien davantage comme la résultante de l'adhésion de Popper à une philosophie rationaliste, qui trouve son origine chez Socrate et son couronnement chez Kant. Cette pensée faillibiliste nourrit un moment judiciaire. Popper, qui assiste depuis Vienne à l'expansion du nazisme, consacre une grande part de son œuvre à la dénonciation des régimes totalitaires. Rien en leur sein n'est soumis à la réflexivité. Tout s'inscrit, loin du criticisme, dans un schéma de vérité, où la subjectivité se trouve absorbée par l'État-Parti. Expression moderne de la « société tribale », cette forme politique, que le stalinisme partage avec le nazisme, trouve dans la pensée de Hegel, dont le propre est de soumettre la décision humaine à l'empire d'une rationalité historique qui ne se discute pas, son lieu doctrinal de constitution. Un moment programmatique intervient enfin. Hostile à la « société fermée », Popper se place évidemment du côté de la politique libérale, qu'il pense, selon un schéma que développera plus tard Jürgen Habermas, comme un régime de la délibération publique, appuyé sur la rencontre apaisée des arguments rationnels, éventuellement alimentée par la tradition, et orientée, en tout cas, vers la préservation des libertés. Comme le montrera Jean Baudouin dans la postface qu'il donne au petit ouvrage très critique de Popper sur les usages de la télévision<sup>24</sup>, cette vision ne décrit nullement la société actuelle, pas plus qu'elle n'annonce la société future : elle propose une idée régulatrice, souvent détournée de sa fin en réalité soit par les régressions vers la pensée tribale, soit par

23. Jean Baudouin défend cette thèse en 1991 dans son *Que sais-je?*, intitulé *Karl Popper*.

24. POPPER K., *La Télévision, un danger pour la démocratie*, Paris, Éd. Anatolia, 1995.



les avancées de la pensée émotiviste. L'investigation trouvera à s'élargir quelques années plus tard dans un ouvrage dédié à l'exploration des idées politiques contemporaines : analysant les théories des années 1970-2000, Jean Baudouin y souligne que si les philosophes du politique ont désormais accepté la forme démocratique, c'est en l'investissant de téléologies variées, les uns la soumettant au principe d'autonomie, les autres à l'axiome de solidarité, les derniers à l'idée d'enracinement<sup>25</sup>.

Ainsi nourri des travaux de Karl Popper, notre auteur ne tarde pas à prendre pied sur le terrain de l'épistémologie de la science politique. Produits pour leurs premières éditions dans les années 1990, ses manuels, modestement intitulés *Introduction à la science politique et Introduction à la sociologie politique*, dessine tout un programme en la matière. Jean Baudouin s'attache, d'une part, à redéfinir la signification du politique. Faut-il le considérer comme une simple expression de la dynamique sociale ? Cette position, théorisée au début des années 1980 par Bernard Lacroix dans son ouvrage sur Durkheim, conduit ses tenants à faire de la science politique un simple département de la sociologie générale<sup>26</sup> : il faut affirmer la « précession du social sur le politique ». Notre auteur défend le point de vue inverse, en rappelant que la politique est « ce pôle symbolique grâce auquel une société se représente et s'institue », « en se mettant en forme, en scène et en sens<sup>27</sup> ». Primat du politique donc : il se situe là dans le sillage de Claude Lefort. S'inspirant de ses interventions dans *Socialisme ou barbarie*, *Textures* ou *Libre*, Jean Baudouin relève que nos vies sont déterminées, pour une grande part, par l'institution imaginaire de la société où nous sommes installés. Rien de comparable, explique-t-il, entre une « existence totalitaire<sup>28</sup> » et une « existence démocratique ». Sous le joug de la première, rien ne reste de la division de la société et de l'État, et donc de l'autonomie du sujet : l'avènement du « peuple-Un », lui-même incarné dans le corps de l'*egocrate*, conduit à l'homogénéisation absolue du social. Sous le régime de la seconde, l'ordre politique, en revanche, laisse la vie humaine à son inachèvement et à son inventivité : chacun peut opiner à son gré, et cultiver ses propres solidarités. L'expérience des mondes sauvages est également sollicitée, à travers l'exemple de la société des Guayaki, articulée, comme l'a montré Pierre Clastres, autour du dessein *proprement politique* de faire obstacle à l'appesantissement en son sein de la domination d'un groupe particulier, ou d'un chef<sup>29</sup>. Jean Baudouin s'emploie, d'autre part, à redéfinir la dynamique du politique. Faut-il en expliquer les productions par des facteurs extérieurs au sujet lui-même ? C'est une inclination lourde dans la science politique, qui entend souvent, en s'abritant derrière l'axiome des *Règles de la méthode*

25. BAUDOUIN J., *Les Idées politiques contemporaines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002.

26. LACROIX B., *Durkheim et le politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981.

27. BAUDOUIN J., *Introduction à la science politique*, op. cit., p. 34.

28. On se souvient que Claude Lefort substitue dans les années 1960 le totalitarisme à la bureaucratie comme objet premier d'analyse.

29. BAUDOUIN J., *Introduction à la sociologie politique*, Paris, Le Seuil, 1998, p. 79. Voir aussi *Id.*, « Universalité du politique, historicité de la domination : la contribution singulière de Claude Lefort », *Politeia*, n° 1, 1997. Ce texte est repris en conclusion du présent volume.

*sociologique*, « expliquer le social par le social ». Dans sa version la plus ossifiée, la théorie de l'*habitus*, qui renvoie les comportements individuels à des structures préalables d'appréhension du réel elles-mêmes issues de la socialisation, prolonge ce schéma général. Jean Baudouin, qui refuse de transférer en l'état, comme le veut le positivisme, les méthodes des sciences de la nature dans le domaine des sciences de la société<sup>30</sup>, renoue, quant à lui, avec une logique plus wébérienne<sup>31</sup>, en replaçant l'acteur (et ses motivations) au centre du système : le sujet n'est pas un simple agent, soumis aux contraintes de son environnement ; il est porté par ses « propres raisons<sup>32</sup> », elles-mêmes liées « à des intérêts et à des valeurs<sup>33</sup> ». Rien donc, ici, de la viscosité du social sur laquelle insiste la première école : le monde se constitue à partir des intentions des hommes, à partir du « sens subjectivement vécu » qu'ils donnent, parfois en rupture avec les attentes de leur milieu social, à leurs engagements<sup>34</sup>. Que penser alors de la tentative éliásienne d'articuler le social et l'individuel ? Jean Baudouin s'en défie : si elle semble accorder davantage que le structuralisme génétique à la liberté des acteurs, elle demeure attachée à l'idée que le sujet est, même dans l'ordre démocratique, sous l'empire de contraintes – la fameuse domestication des pulsions – qui le fixent dans une détermination qu'il ne peut réellement transgresser.

Cette épistémologie ne conduit pas le politiste rennais à rabattre la science politique sur la philosophie politique. On le voit bien dans le regard qu'il porte sur l'école straussienne. Il lui oppose, d'abord, un argument scientifique. Leo Strauss a écrit de nombreux textes pour affirmer que la sociologie rendait le monde opaque, en ignorant la vie intérieure de l'individu et en faisant des valeurs le produit des contraintes sociales : « La contribution durable du XIX<sup>e</sup> siècle réside dans sa compréhension du conditionnement historique et social de chaque système : il n'existe pas de pensée qui flotte librement ; toute pensée est liée à sa place historique<sup>35</sup>. » Notre auteur n'adhère pas à ce discours du doute : les sciences sociales, dans leur empiricité même, assument, affirme-t-il, une fonction d'élucidation du réel, qu'on ne peut écarter d'un revers de main au motif qu'elles viendraient, en cédant au « polythéisme des valeurs », mettre à la question

30. Cela ne concerne pas seulement la recherche française. Ce positivisme affecte bien sûr le monde anglo-saxon ; Voir, sur la question de la causalité, les travaux très mécanistes de BEACH D. et PERDERSON R., *Process-tracing – foundations and guidelines*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2013.

31. Jean Baudouin se reconnaît dans de nombreux éléments de la pensée wébérienne, et notamment dans la place qu'elle accorde aux « valeurs ». La théorie de la domination lui fait davantage problème en ce qu'elle englobe tous les régimes politiques, en dépit de leurs différences, sous son paradigme, et qu'elle « valorise à l'excès les procédés de légitimation des autorités politiques au détriment des principes générateurs des autorités politiques ». Sur ce point, BAUDOUIN J., *Introduction à la science politique*, *op. cit.*, p. 42.

32. Qui ne sont nullement de simples « rationalisations ».

33. BAUDOUIN J., *Introduction à la sociologie politique*, *op. cit.*, p. 38.

34. Comme on le voit aujourd'hui, sous l'« effet de la fragmentation des activités sociales et de la diffusion des espaces de discussion et de critique », avec l'individualisation du vote et la volatilité qui en résulte. BAUDOUIN J., *Introduction à la science politique*, *op. cit.*, p. 21, p. 79 ; *Introduction à la sociologie politique*, *op. cit.*, p. 20.

35. STRAUSS L., « Der Konspektivismus », *Gesammelte Schriften*, vol. 2, p. 371.

l'idée d'une vérité intemporelle<sup>36</sup>. À l'argument scientifique s'ajoute un argument axiologique. La pensée straussienne est une pensée engagée : elle se donne pour but explicite d'œuvrer, à partir d'une critique de l'historicisme, en faveur d'un réenracinement de la vie politique dans le socle du droit naturel classique. Jean Baudouin entend se situer, pour sa part, dans une perspective humienne : le politiste ne saurait confondre l'être et le devoir-être ; l'ordre de la connaissance doit maintenir l'écart avec celui de la délibération.

## Les paradigmes d'une école

Les années 1990 marquent donc une évolution décisive dans l'agencement de la science politique française. Se construisent alors à Paris 1, Lille, Paris 9, Strasbourg, à l'Institut d'études politiques de Rennes (créé en 1991) aussi, des polarités qui, dans leur référence à la pensée de Pierre Bourdieu, semblent faire système. Des figures majeures se détachent dans cet ensemble : Daniel Gaxie, Bernard Lacroix, Michel Offerlé, Erik Neveu. À cette génération qui a eu vingt ans en 1968, s'adjoint bientôt la génération *Politix*<sup>37</sup>, autour, notamment, de Bastien François, Frédéric Sawicki, Annie Collovald, et bientôt Frédérique Matonti ou Johanna Siméant. Jean Baudouin ne se serait pas offusqué de la constitution de ce réseau s'il ne l'avait perçue comme une entreprise de monopolisation de la « vérité politologique », non sans effet de stigmatisation à l'égard de ceux qui, englués dans « une sociologie spontanée tissée d'erreurs et de naïvetés<sup>38</sup> », travaillent autrement.

Contre cette opération qui lui semble renouer avec le vieux partage althussérien, mais déployé cette fois dans la sphère académique, de la science et de l'idéologie, Jean Baudouin décide de construire une riposte. Elle prend, d'une part, un tour institutionnel. En 1995, il se sépare du CRAP, placé depuis 1993 sous la direction d'Erik Neveu, et constitue le Centre d'études et de recherches autour de la démocratie. Plusieurs membres du CRAP le rejoignent, tels Philippe Béneton, Bernard Bruneteau, Jacques Le Goff, Thuriane Séveno, Philippe Portier, et des doctorants plus tard, dont certains – c'est le cas notamment de François Hourmant, Yohann Michel, Arnaud Leclerc, Goulven Boudic, Sébastien Caré, Gwendal Châton – trouveront bientôt, leur thèse soutenue, à s'intégrer à l'Université. Des relations se nouent avec d'autres groupes qui éprouvent la même inquiétude, à Paris 2 où exerce Philippe Raynaud, ou à SciencesPo, où Marc Sadoun et Jean-Marie Donégani créent en 2000 la revue *Raisons politiques* dans l'intention également de réhabiliter la théorie politique<sup>39</sup>. La riposte prend,

36. BAUDOIN J., *Introduction à la science politique, op. cit.*, p. 31 : « Il faut tout de même reconnaître que la posture sociologique de la distance à l'objet et de la suspension du jugement de valeurs autorise des avancées considérables. »

37. Référence est faite ici à la revue *Politix*, créée en 1987 sous le patronage de Jacques Lagroye, qui fournit un débouché éditorial à toute une génération de jeunes chercheurs, marqués par les travaux de Pierre Bourdieu.

38. BAUDOIN J., *Introduction à la science politique*, p. 20.

39. Il faudrait ajouter aussi les relations nouées avec Lille (Michel Hastings), Grenoble (Pierre Bréchon), Bordeaux (Patrick Chastenet). Des collègues comme Daniel Bourmaud ou Guillaume Devin, passés par Rennes, demeureront également très proches du CERAD.

d'autre part, un tour intellectuel. Dans son centre, mais sans jamais s'imposer comme maître à penser, Jean Baudouin cultive un désir d'école, dont témoignent la création de la revue *Politeia* en 1997 et l'organisation de plusieurs colloques programmatiques autour des mutations de la laïcité, de l'espace des revues ou de l'actualité de la notion de totalitarisme. Son ambition est bien de faire émerger une pensée alternative, qui viendrait fournir de nouveaux outils à ceux qui ne se résigneraient pas à fonder leur analyse du politique sur la seule assise du paradigme de la domination. Ce programme s'articule autour de trois pivots.

Il s'agit d'abord de réévaluer le statut des idées. Au début des années 1990, Jean Baudouin fait le constat d'une crise de la philosophie politique : elle est reléguée, de plus en plus, aux marges de la discipline. Notre auteur pointe volontiers, pour le démontrer, les sommaires de la *Revue française de science politique* : si présente sous la direction de Georges Lavau, la philosophie politique n'y trouve plus sa place. Certains observateurs ont fait valoir que cet effacement avait son origine dans la distorsion entre la demande de la revue, traditionnellement attachée à la défense du libéralisme, et l'offre du champ, davantage axée désormais sur l'analyse de la pensée critique<sup>40</sup>. Jean Baudouin y voit, pour sa part, le produit d'un changement de sensibilité au sein des instances dirigeantes de la discipline et d'un tarissement du recrutement, en son sein, des spécialistes d'histoire des idées politiques. Cette élimination lui est inacceptable, non seulement parce qu'elle ampute le savoir politologique de toute une part d'elle-même (que reste-t-il de la science politique quand on méconnaît Aristote, Machiavel et Hobbes?), mais aussi, au plan sociologique, parce qu'elle entraîne la discipline à se priver de la connaissance d'un des motifs possibles de l'engagement. Le politiste rennais fait ici le détour par l'analyse pragmatique d'un Luc Boltanski. À rebours de Pierre Bourdieu auquel il a été lié un temps, l'auteur des *Économies de la grandeur* prend au sérieux le « sens subjectivement vécu » que les acteurs attachent à leur choix : chacun, dans son agir, est porté par des raisons<sup>41</sup>. Il s'agit parfois de défendre des intérêts, mais souvent aussi des valeurs. C'est ici que la philosophie politique intervient : il n'est point de valeurs qui ne soient subsumées sous un discours plus élaboré, celui précisément de la philosophie politique, qui fonctionne comme matrice des choix opérés<sup>42</sup>. Cela vaut pour les leaders : on ne peut comprendre la politique de Lénine sans une remontée vers la philosophie de Marx, ni la politique de Mussolini sans retour à la philosophie de Gentile, ni la production des politiques gaulliennes dans les années 1960 sans prendre en compte le « référentiel de la modernisation<sup>43</sup> ». Cela vaut aussi pour les acteurs

40. CERVERA-MARZAL M., « Vers un retour de la philosophie politique dans la *Revue Française de Science Politique*? Le difficile espace d'une sous-discipline de la science politique française (1951-2010) », in *Raisons politiques*, n° 54, 2014/2, p. 133-151.

41. Cette référence au « sens subjectivement vécu » ne renvoie évidemment pas chez Jean Baudouin à la rationalité absolue du *public choice*.

42. Et non, comme le signale Pierre Bourdieu (voir son *Ontologie politique de Martin Heidegger*), comme simple instance de mise en forme d'un intérêt socialement déterminé.

43. D'où son adhésion au modèle cognitiviste en sociologie des politiques publiques, lui-même fondé sur l'idée wébérienne de la politique comme « mobilisation des valeurs ».

de base : Jean Baudouin montre fortement, dans l'un de ses ouvrages consacrés au militantisme catholique, qu'on ne saisisait pas la signification de l'engagement social des catholiques d'ouverture sans le réinscrire dans le système de la pensée personaliste. Sa réflexion « compréhensive » de l'action sociale se nourrit donc de la lecture de Boltanski ; elle trouve son origine également dans les textes de Karl Popper sur « l'autonomie du royaume des idées<sup>44</sup> ».

Il faut ensuite réhabiliter la théorie des régimes. En rupture non point seulement avec la réflexion d'un Aristote ou d'un Montesquieu, mais avec celle aussi d'un Friedrich ou d'un Sartori, la science politique française l'a souvent ignorée au cours de ces dernières décennies. Un livre comme le manuel de *Sociologie politique* de Jacques Lagroye ne dit rien de la démocratie, ni du totalitarisme. Lui importent bien davantage l'analyse des mécanismes d'« institutionnalisation ». Ce silence a sa raison : son auteur tient sans doute que ces régimes ne se distinguent guère les uns des autres. Les régimes totalitaires comportent des éléments de polyarchie<sup>45</sup>. Quant aux dites démocraties, leur discours de l'émancipation ne doit pas dissimuler la réalité, en leur sein, de la domination sociale, et par voie de conséquence, de la domination politique. Le politiste rennais ne se retrouve pas dans ce confusionnisme (dont il repère l'origine dans la double influence de Weber et de Marx<sup>46</sup>). On le voit parfaitement dans la polémique qu'il engage avec Daniel Gaxie dans la *Revue française de science politique*<sup>47</sup> en 1994. Dans *La Démocratie représentative*, qui prolonge sa thèse sur *Le Cens caché*, Daniel Gaxie défend l'idée suivant laquelle les régimes démocratiques trahissent en fait les promesses de souveraineté qui les fondent : en leur sein, la politique s'est professionnalisée, au profit d'un personnel appartenant le plus souvent aux catégories sociales supérieures ; quant aux classes populaires, cultivant le sentiment de leur « incompétence », vivant dans la « remise de soi », elles sont reléguées en dehors de la sphère du pouvoir. Jean Baudouin entend bien récuser cette « rhétorique de la déploration », qui sonne comme une nostalgie rousseauiste du peuple-Un. Il ne nie pas certes qu'il puisse y avoir des asymétries dans une société démocratique, dans le fait en particulier que les experts ont un rôle de plus en plus important dans la décision, et que le non-politique – l'économie en particulier – tend à se substituer au politique. Mais ce trait n'abolit pas l'essentiel. Au plan théorique, c'est bien, comme l'a indiqué Thomas Hobbes, le peuple qui autorise le représentant à le représenter, en marquant dans cette autorisation même le principe d'une distance

44. BAUDOIN J., *La Philosophie politique de Karl Popper*, Paris, PUF, 1994.

45. Cette réflexion a pu s'appuyer sur les travaux de Martin BROSZAT à propos du nazisme ou Moshe LEWIN à propos de l'Union soviétique.

46. BAUDOIN J., *Introduction à la science politique*, op. cit., p. 45-53. Voir surtout « La science politique française et le "totalitarisme" : entre indifférences relatives et dénégations radicales », in BAUDOIN J. et BRUNETEAU B. (dir.), *Le Totalitarisme, un concept et des usages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

47. BAUDOIN J., « Sociologie critique et rhétorique de la déploration », *Revue Française de Science Politique*, vol. 44, n° 4, 1994.

avec ses mandataires, protectrice en fait de sa propre liberté<sup>48</sup>. Au plan pratique, la démocratie, portée par ce principe contractualiste que va venir compléter, de Locke à Rawls, la théorie de la limite et du contrôle, emporte des effets concrets : elle interdit que le pouvoir ne soit autre chose qu'un « lieu vide », ouvert, sous le contrôle d'un corps électoral dont le « sens commun » compense très largement l'« incompétence politique », à la circulation des équipes et à l'échange des arguments<sup>49</sup>. Cette compréhension du régime démocratique<sup>50</sup> exerce un effet de halo sur la compréhension du fait partisan. Au début des années 1990, on l'a déjà noté, s'impose l'idée que les partis sont des « entreprises » : dirigés par des élites professionnalisées, elles-mêmes appuyées sur une armée de permanents, ils sont voués à conquérir des positions et des trophées, en considérant le peuple comme une simple masse de manœuvre. Notre auteur voit les choses autrement. Avec Marc Sadoun et Jean-Marie Donégani<sup>51</sup>, il estime que, loin d'exercer une domination unilatérale sur le peuple, les partis lui permettent de faire valoir ses propres positions. Leurs évolutions doctrinales le montrent bien du reste, qui dépendent pour beaucoup des aspirations des électeurs. En outre, le régime démocratique, surtout en ce temps de « démocratie du public<sup>52</sup> », permet d'échapper à leur emprise, en construisant, à partir des libertés de communication dont il dote les citoyens, des modalités complémentaires ou alternatives de participation, dont témoignent la politique informelle, l'écriture revuiste, ou même les sondages d'opinion. D'un mot, pour Jean Baudouin, la démocratie définit un espace de la controverse, et non *d'abord* de la domination.

Il s'agit enfin de repenser l'usage des savoirs. Jean Baudouin ne nous engage pas à désertier la scène publique. Lui-même, d'ailleurs, est apparu souvent dans les médias pour commenter, sur *FR3*, les élections en Bretagne, ou pour donner des « points de vue » à *Ouest France* sur les mutations de la démocratie. S'agit-il pour autant de confondre le savant et le politique ? Sa réponse est clairement négative. Il récuse, dans cette perspective, la position straussienne qui saisit la philosophie politique comme une opération de défense de l'idée de bien commun, en l'indexant de surcroît sur les principes intangibles du droit naturel classique. Le « gentilhomme philosophe » ne lui convient donc pas. Ni d'ailleurs le « sociologue militant ». Son dernier ouvrage<sup>53</sup> fait le point sur cette figure-là de l'intellectuel engagé, en convoquant une nouvelle fois Pierre

48. Sur ce point, BAUDOUIN J., *Introduction à la science politique, op. cit.*, p. 55 sq. Voir aussi REVAULT D'ALLONNES M., *Le miroir et la scène*, Paris, Le Seuil, 2016.

49. Jean Baudouin, lecteur ici de Crozier et Friedberg, est très sensible aussi au fait que les « dominés » puissent d'appropriier les ressources du système et les faire-valoir pour défendre leurs propres intérêts et leurs propres valeurs.

50. Dans laquelle Daniel Gaxie verra un « déni de réalité ». GAXIE D., « Déni de réalité et dogmatisme de la doxa », *Revue Française de Science Politique*, n° 5, 1994.

51. SADOUN M., DONEGANI J.-M., *La Démocratie imparfaite*, Paris, Gallimard, 1994.

52. MANIN B., *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Le Seuil, 1995. La démocratie du public a, selon Bernard Manin, succédé à la démocratie des partis.

53. BAUDOUIN J., *Pierre Bourdieu. Quand l'intelligence entrait enfin en politique ! (1982-2002)*, Paris, Cerf, 2012, p. 35.

Bourdieu. Après François de Singly et Nathalie Heinich<sup>54</sup>, Jean Baudouin repère un changement radical dans la posture de l'auteur du *Sens pratique*: jusqu'aux années 1980, il le voit camper exclusivement dans le champ scientifique; à partir des années 1990, relève-t-il, Bourdieu s'installe dans le champ militant, au point de mimer Sartre en 1995 devant les cheminots en grève, et de développer, à travers sa collection *Liber. Raisons d'agir*, une littérature de combat. Où se situe le problème? À deux niveaux, étroitement entremêlés. D'une part, Bourdieu survalorise le statut du savant: en l'érigeant, contre les illusions du sens commun, en « intellectuel universel », censé « éclairer les dominés sur les ressorts cachés de leur domination<sup>55</sup> », il nous ramène au temps du léninisme triomphant, lorsque le Parti s'accordait, en confiant de la providence, un privilège absolu de véridiction. D'autre part, il dévalorise le statut du politique: au lieu de le considérer comme un espace de liberté, ouvert à l'indétermination de la discussion démocratique, il en fait le simple réceptacle des « vérités » de la science positive. Tout fait signe, dans ce schéma, vers une remise en cause de l'« ouvrage républicain<sup>56</sup> ». Quelle doit être alors la bonne posture du chercheur? Elle tient, explique Jean Baudouin, dans la dialectique, décrite par Hannah Arendt dans *La vie de l'Esprit* notamment, de l'appartenance et du retrait. Appartenance certes: le chercheur doit, s'il le souhaite, pouvoir intervenir dans le débat social; Retrait aussi: à condition de ne pas vouloir soumettre à son autorité les productions de l'opinion. La construction de la démocratie comme régime de « mise en commun des actions et des paroles politiques » suppose d'éviter le double écueil de la scientification du politique et de la politisation de la science.

Georg Simmel insistait, dans l'une de ses grandes œuvres, sur la productivité du conflit: « Si toute interaction entre les hommes est une socialisation, alors le conflit, qui est l'une des formes d'interactions les plus actives, doit absolument être considéré comme une socialisation<sup>57</sup> ». L'analyse s'applique parfaitement à ce moment de la science politique française que nous venons d'approcher: face à l'expansion d'une forme d'orthodoxie, Jean Baudouin a su, contre et avec elle, structurer un espace de pensée et d'action différent. L'Agence d'évaluation de la recherche ne s'y est pas trompée: venue visiter Rennes il y a peu, son verdict fut qu'il y avait bien, du côté de la faculté de droit, une manière singulière d'appréhender le fait politique, construite autour du dessein d'articuler la compréhension et l'explication, l'acteur et le système, l'intérêt et la valeur. Cette tendance-là, qui introduit, selon la formule de Thomas Kuhn, de l'« anomalie » dans la « science normale », ne s'est pas effacée avec le départ à la retraite de notre ami. Elle a

54. HEINICH N., « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, 2002, n° 2, p. 117 sq.; SINGLY F. de, « La sociologie, forme particulière de conscience », p. 13-42, in LAHIRE B. (dir.), *À quoi sert la sociologie?*, Paris, Éd. La Découverte, 200, p. 13 sq.

55. BAUDOUIN J., *Introduction à la science politique*, op. cit., p. 20.

56. BAUDOUIN J., *Pierre Bourdieu*, op. cit., p. 108.

57. SIMMEL G., *Le Conflit* [1908], Paris, Circé, 1995, p. 105.

déployé ses possibles dans la pensée même de plusieurs des auteurs que ce livre réunit, et bien au-delà. L'hérésie de Jean Baudouin, souterrainement, a fait école.

\*

Ce livre, conçu comme un hommage à Jean Baudouin, regroupe dix-neuf contributions dans lesquelles ses collègues, amis et élèves abordent les grands domaines et les principales thématiques qui ont occupé sa pensée. Il s'organise ainsi autour de trois parties respectivement intitulées « Les ennemis de la société ouverte », « Aux confins de la démocratie et du libéralisme », « Figures de l'intellectuel en politique – XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles ».

La première, qui porte sur les radicalités politiques, explore principalement le phénomène communiste, envisagé dans ses dimensions nationale et mondiale, mais elle fournit également de nouvelles perspectives sur les évolutions récentes de l'extrême gauche ainsi que sur l'engagement frontiste. La deuxième, centrée sur la question de la démocratie libérale, associe l'étude d'auteurs classiques – de Machiavel à Popper en passant par Hayek et Aron – à un questionnement conceptuel qui vient éclairer l'actualité la plus brûlante, concernant la démocratie, la place du religieux ou encore la situation de l'Union européenne. La troisième partie vient enfin contribuer à l'étude de l'engagement des intellectuels en politique, en attirant l'attention sur des figures aussi différentes que Charles Fourier, Francis Delaisi, Louis Aragon, Emmanuel Mounier, les philosophes et écrivains maoïstes, ou Michel Foucault.

Nous avons souhaité clore ce volume en reprenant un article important de Jean Baudouin, datant de 1997 et devenu aujourd'hui introuvable, qui précise la conception du politique défendue par ce professeur dont la trajectoire fût bien celle d'une hétérodoxie. Cet ouvrage espère ainsi offrir au lecteur une vue panoramique sur un courant vivant et dynamique de la science politique française – la théorie politique – dont il a été l'un des principaux animateurs et dont il reste l'un des plus éminents représentants.